l@ lettre de l'UGICT

Lettre électronique hebdomadaire de l'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens CGT

Semaine du 28 avril au 4 mai 2008 n° 213

Sommaire

- **Emploi des cadres :** une situation fragilisée aux extrêmes de la carrière
- **Sondage :** plus de 80 % des Français pessimistes sur la situation économique
- **Travailleurs sans-papiers :** le SAF demande la régularisation
- **Services publics :** contre la judiciarisation de l'action publique
- **Épargne :** le collectif « *pas touche au Livret A* » en appelle à Nicolas Sarkozy
- **Étudiants en travail social :** manifestation à Besançon sur les modalités des gratifications de stage
- **Informatique :** EDS va fermer trois sites
- **Télévision :** lettre ouverte des syndicats de TV5Monde à Nicolas Sarkozy
- **NextRadio TV :** syndicats opposés à la création d'une agence de presse sports
- **Rennes :** occupation de l'ARH pour défendre l'hôpital de Carhaix
- **Franchises médicales :** elles ne financent pas le plan Alzheimer
- **Grande-Bretagne :** 300 000 enseignants en grève pour les salaires
- **Dépendance :** l'INED pointe la fragilité sociale des femmes

Édito

105 minutes pour convaincre... que le pire est à venir

Avec une cote de popularité au plus bas dans les sondages et un record en la matière par rapport à tous ses prédécesseurs de la cinquième République, Nicolas Sarkozy jouait une partie importante avec son passage télévisé de jeudi soir dernier. Mais plus soucieux de communication, de forme que de fond, le président n'a pas convaincu au terme de 105 minutes d'interview. *« Sans doute on n'a pas assez expliqué, sans doute moi-même, j'ai fait des erreurs »,* concède le locataire de l'Élysée, comme si une fois encore le divorce avec l'opinion n'était dû qu'à l'incompréhension de celle-ci et surtout pas à un désaccord et des inquiétudes sur le fond des réformes engagées. Attendu sur une nécessaire clarification de l'action gouvernementale, il n'a fait que confirmer toutes les inquiétudes sociales sur sa politique à l'œuvre depuis un an, contestée par une série de mouvements sociaux. Aux salariés qui revendiquent des hausses de salaires, il répond par un nouveau texte de loi sur l'intéressement qui va surtout intéresser les entreprises incitées à distribuer plus, moyennant une nouvelle défiscalisation. *« On est très loin des mesures qu'attendent les salariés »*, a relevé Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire de la CGT qui n'a entendu *« aucune mesure nouvelle sur le pouvoir d'achat »*. Pire, les dispositions les plus pénalisantes contre les plus fragiles ont été justifiées, comme les franchises médicales. Sur les cartes de familles nombreuses *« nous avons commis une erreur »*, assume le président. Une erreur de communication sans doute, une erreur de casting gouvernemental qu'il corrigera au prochain remaniement. Concernant l'avenir des retraites, il a rejeté toute idée de ressources nouvelles, conformément aux exigences patronales, pour ne retenir que l'allongement de la durée de cotisations. *« Si l'on veut pas baisser les retraites ou augmenter les cotisations, il faut travailler et cotiser plus longtemps ».* Dans le texte de la réforme Fillon des retraites de 2003, *« il est prévu 41 ans à horizon de 2012 sauf s'il y a un fait nouveau. Or, il n'y en a pas »*, assure le président. En effet, il n'y en a pas : le taux d'emploi des seniors est toujours l'un des plus bas en Europe et de fait, allonger la durée de cotisation quand la carrière ne peut être complètement menée revient à faire baisser les pensions. Il confirme donc la logique de baisse du niveau des pensions à quelques jours des consultations sur les retraites avec les organisations syndicales qui commencent ce lundi 28 avril. Aux lycéens et enseignants du primaire et du secondaire, aux parents d'élèves qui se mobilisent contre les 11 200 suppressions de postes dans l'Éducation, il répond par une fin de non-recevoir et persiste dans un discours inaudible opposant quantitatif et qualitatif. Comme si en matière de service public d'éducation, mais c'est aussi vrai en matière de santé, la qualité pouvait se concevoir sans les effectifs. À la question posée sur le contrôle des chômeurs, cette fois encore, le président assume les annonces faites : *« On est en train de faire un système qui serait le suivant : (...) Au bout de trois mois, on serait obligé d'accepter un emploi qui représente 95 % de son salaire, au bout de six mois, on serait obligé d'accepter un emploi à moins d'une heure de transport en commun de l'endroit ».* Ainsi les chômeurs les plus qualifiés seraient-ils condamnés à accepter n'importe quel job pour échapper à la privation de ressources. Assurément, Sarkozy n'écoute pas. Et il s'expose à la montée des mouvements sociaux.

Emploi des cadres
Une situation fragilisée aux extrêmes de la carrière

Selon une étude de l'Apec publiée jeudi, le spectre du chômage s'éloigne pour les cadres, même s'il reste difficile de trouver ou de retrouver du travail pour les jeunes diplômés de certaines disciplines et à partir de 55 ans, quand les préjugés sur l'âge pèsent le plus. Le taux de chômage des cadres est croissant avec l'âge : de 1,6 % pour les cadres de moins de 30 ans, à 2,9 % pour les 30-49 ans, et 6,4 % à 50 ans et plus. Conséquence, dans trois cas sur dix, pour un cadre de plus de 50 ans, l'emploi retrouvé est précaire (CDD, intérim), dans deux cas sur trois, il s'accompagne d'une baisse de sa rémunération et dans quatre cas sur dix, le cadre a accepté une baisse des responsabilités exercées, voire une perte de son statut de cadre.

Sondage
Plus de 80 % des Français pessimistes sur la situation économique

Selon un sondage de l'institut BVA pour BFM, *La Tribune* et *The Phone House* publié le jour de l'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy , 83 % des Français sont « *moins confiants* » dans « *l'avenir de la situation économique en France* », contre 12 % « *plus confiants* ». 5 % ne se prononcent pas. Leur moral continue de décliner puisqu'ils étaient 72 % à afficher leur perte de confiance en février. S'agissant du pouvoir d'achat, 88 % des personnes interrogées sont moins confiantes pour les Français en général, contre 8 % « *plus confiantes* ». S'agissant du pouvoir d'achat personnel, les chiffres sont à peine moins mauvais : 79 % contre 15 %.

Ile-de-France
Le 1er mai sera plus unitaire

La CFDT défilera avec les organisations franciliennes de la CGT, l'Unsa, la FSU et Solidaires (Sud) le 1er mai à Paris, entre les places de la République et de la Nation, sur « *les salaires, le pouvoir d'achat, l'emploi, les retraites et la paix* ». Depuis 2003, une telle ampleur unitaire ne s'était pas trouvée, signe sans doute de l'amplification de la colère sociale.

Travailleurs sans-papiers
Le SAF demande la régularisation

Le Syndicat des Avocats de France a « *exigé* » mercredi dans un communiqué « *que les travailleurs sans-papiers soient régularisés* », une semaine après le début de la grève de 600 d'entre eux. « *La grande majorité d'entre eux munie de feuilles de paie, déclare ses impôts et cotise aux caisses d'assurance-maladie, retraite, Assedic, sans pouvoir prétendre en avoir le bénéfice* », a fait valoir le SAF, qui a dénoncé « *cette hypocrisie* ».

Services publics
Contre la judiciarisation de l'action publique

Dans un communiqué de presse, l'Ugict-CGT et l'Ufict-CGT Services publics dénoncent la judiciarisation de l'action publique à l'œuvre notamment dans une affaire impliquant le directeur général des services de la ville de Douarnenez. En décembre 2005, ce cadre était mis en examen pour « *atteinte au secret de la correspondance par personne chargée de missions de service public agissant dans l'exercice de ses fonctions* ». L'affaire était renvoyée le 20 juin 2006 devant le Tribunal correctionnel de Quimper. Dans le même temps, le directeur général a été déchargé de fonction. L'intéressé n'a pourtant ni « *capturé* » ni « *détourné* » un courriel privé, mais s'est fait remettre copie d'une réponse à une demande administrative, réponse dans laquelle figuraient des éléments insultants à son égard. C'est sur la base d'un vide juridique que cette affaire est instruite, vide qui a conduit un sénateur à déposer une proposition de loi « *qui définirait le courrier électronique professionnel* ». Une telle loi devrait prendre en compte le secret de la correspondance personnelle, liberté fondamentale et préciser concrètement la limite entre cette dernière et celle des échanges administratifs, de plus en plus nombreux sous la forme électronique afin de permettre un fonctionnement assuré et régulier des services dans les collectivités territoriales comme dans toute la fonction publique ou dans les entreprises. Outre la lenteur de la procédure, il est inadmissible dans ce contexte que ce cadre supérieur risque aujourd'hui trois ans d'emprisonnement et voit sa carrière professionnelle gravement compromise. Cela souligne à cet égard, dans un contexte de profonde remise en cause du contenu et des moyens de leurs missions de service public, l'offensive de déstabilisation de l'encadrement supérieur de la fonction publique. Les droits et garanties de ces cadres de direction doivent être consolidés à l'inverse des attaques dont le statut général des fonctionnaires fait aujourd'hui l'objet. L'Ugict-CGT et l'Ufict-CGT des Services publics affirment leur disponibilité pour agir avec toutes celles et tous ceux qui dénoncent le précédent dangereux que constitue cette affaire, refusent toute condamnation judiciaire pour l'intéressé et demandent son rétablissement dans sa carrière professionnelle.

Épargne
Le collectif « pas touche au Livret A » en appelle à Nicolas Sarkozy

Le collectif d'associations et de syndicats qui refuse la distribution programmée du Livret A par toutes les banques, demande à Nicolas Sarkozy de « *retirer le volet Livret A du projet de loi de modernisation de l'économie* ». Le projet de loi doit être présenté lundi en Conseil des ministres, avant un passage fin mai devant le Parlement, rappelle Loïc Daguzan, porte-parole du collectif « *pas touche au livret A* » et délégué

CGT de la Banque de France. Actuellement, le Livret A, produit d'épargne défiscalisé à taux réglementé (3,50 %), dont la collecte sert à financer le logement social, est délivré uniquement par le circuit des Caisses d'Épargne et de La Banque Postale. Le projet de loi prévoit d'élargir sa distribution à toutes les banques et « *remet en cause la centralisation à 100 % des fonds collectés auprès de la Caisse des dépôts* ».

Étudiants en travail social
Manifestation à Besançon sur les modalités des gratifications de stage

250 étudiants de l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) de Franche-Comté ont manifesté mercredi après-midi à Besançon pour dénoncer les modalités de gratification de leurs stages. Comme dans la plupart des centres de formation du pays, ils contestent le décret du 31 janvier dernier qui impose une gratification d'environ 400 euros pour les étudiants en stages de plus de trois mois, dans des structures privées. Ils demandent que la gratification soit appliquée aussi bien aux stages en structures publiques que privées, « *mais il faut débloquer des fonds nationaux. Ce décret n'est tout simplement pas applicable* », estiment ces élèves.

Informatique
EDS va fermer trois sites

La société américaine de services informatiques EDS a annoncé mercredi la fermeture de trois sites dans le Nord et l'Est de la France, à Villeneuve d'Ascq (Nord), Freyming-Merlebach (Moselle) et

Lingolsheim (Bas-Rhin). EDS, numéro 2 mondial du secteur, compte 138 000 salariés dans le monde pour un chiffre d'affaires de 22,3 milliards de dollars en 2007.

Télévision
Lettre ouverte des syndicats de TV5Monde à Nicolas Sarkozy

L'intersyndicale de la chaîne de télévision francophone TV5Monde a fait part jeudi de son inquiétude, dans une lettre ouverte au président de la République et exige « *d'obtenir enfin des garanties sur l'autonomie et des perspectives pour l'avenir* » de la chaîne. Dans cette lettre, l'intersyndicale rappelle que les salariés se sont prononcés à la mi-avril « *pour la désignation d'un directeur général francophone compétent et jouissant d'une réelle autonomie par rapport à la holding* » de l'audiovisuel extérieur de la France.

NextRadioTV
Syndicats opposés à la création d'une agence de presse sports

Dans un communiqué, le SNJ-CGT audiovisuel, la CFDT médias, le SNJ et l'USJ CFDT s'insurgent contre l'annonce faite récemment par le groupe audiovisuel NextRadioTV de créer une « *agence de presse spécialisée dans l'information sportive* » qui fournirait des contenus sportifs pour tous les types de support, radio, télévision, presse écrite. Pour les syndicats, cette décision équivaut à créer une nouvelle catégorie de journalistes, les « *journa-*

listes-orchestre », « *un journaliste qui, pour le même prix, traiterait un sujet sur plusieurs supports différents (radio, TV, écrit, web) et pour plusieurs titres différents* ». « *Ceci va à l'encontre même des principes fondateurs et inaliénables de la profession : un journaliste est lié à un titre, à une politique éditoriale propre* », jugent notamment les syndicats qui demandent à la direction du groupe NextRadioTV d'entamer une négociation.

Rennes
Occupation de l'ARH pour défendre l'hôpital de Carhaix

Des opposants à la restructuration de l'hôpital de Carhaix (Finistère), dont le maire, ont occupé jeudi après-midi l'Agence Régionale d'Hospitalisation (ARH) à Rennes. Dans la matinée, une centaine de personnes avait manifesté à Rennes pour défendre l'hôpital qui emploie quelque 600 salariés dont une quarantaine de médecins et qui a enregistré un déficit de plus d'un million d'euros en 2007. Les élus et la population redoutent les conséquences d'un éloignement de toute structure hospitalière dont la plus proche est à 70 kilomètres. Le 29 mars à Carhaix 10 000 personnes avaient manifesté à l'appel du comité de défense de l'hôpital opposé au projet de fermeture des services maternité et chirurgie.

Franchises médicales
Elles ne financent pas le plan Alzheimer

L'AD-PA (qui regroupe des directeurs de maisons de retraite) a estimé mercredi que les franchises médicales instaurées début janvier « *n'ont servi en rien à financer l'aide aux personnes âgées* » comme l'avait promis le chef de l'État dans le cadre du plan Alzheimer. Cette mesure devrait rapporter 850 millions d'euros par an selon le gouvernement, qui s'est engagé à les affecter au plan Alzheimer, à la lutte contre le Cancer et aux soins palliatifs. Mais l'AD-PA, souligne que les crédits du plan Alzheimer « *étaient inscrits dès l'automne dans le budget de l'assurance-maladie pour les personnes âgées* ». « *Ce plan est donc la simple continuation des petits plans antérieurs, avec même un ralentissement de la dynamique puisque le budget 2008 connaît la plus faible augmentation depuis 2000* », poursuit l'association.

Grande-Bretagne
300 000 enseignants en grève pour les salaires

Des milliers d'écoles britanniques ont été affectées jeudi par la grève menée par quelque 300 000 enseignants réclamant des augmentations de salaires, dans le cadre d'une journée de mobilisation du service public sans précédent depuis plus de dix ans. Les grévistes protestent contre des hausses salariales inférieures à l'inflation. Dans un accord triennal, le gouvernement propose une augmentation salariale annuelle de 2,45 % à partir de septembre puis de 2,3 % les années suivantes. Des centres de recherche d'emploi, d'immigration ou d'apprentissage de la conduite, des agences de garde-côtes et divers organismes gouvernementaux ont également été frappés par ce mouvement, qui a mobilisé environ 400 000 personnes au total.

Dépendance
L'INED pointe la fragilité sociale des femmes

Aujourd'hui au sein de leur famille, 62 % des femmes ne peuvent compter que sur l'aide éventuelle d'un enfant et elles se retrouvent plus souvent que les hommes sans conjoint ni enfant pour les aider (19 % contre 12 %), révèle une étude de l'Institut National des Études Démographiques. Au facteur démographique, s'ajoute le constat que les hommes ont plus de difficultés à assumer la dépendance de leur épouse que l'inverse. Ils ont notamment plus souvent recours à des aides professionnelles et placent plus fréquemment leur conjointe en institution spécialisée. Un net recul du veuvage lié à la baisse de la mortalité et au rapprochement des espérances de vie entre hommes et femmes, ainsi que la proportion croissante de divorcés, vont cependant modifier l'entourage des personnes âgées dans les années à venir, surtout au bénéfice des femmes, selon l'INED.